

La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration : l'exemple de la région Rhône-Alpes

Michel Rautenberg

► **To cite this version:**

Michel Rautenberg. La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration : l'exemple de la région Rhône-Alpes. *Hommes & migrations*, Musée de l'histoire de l'immigration 2006, pp.119-128. halshs-00371586

HAL Id: halshs-00371586

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00371586>

Submitted on 27 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA VALORISATION CULTURELLE DES MEMOIRES DE L'IMMIGRATION : L'EXEMPLE DE LA REGION RHONE-ALPES

(Paru dans *Hommes et migrations*, 1260, mars-avril 2006, pp 119-128)

Depuis peu années, sous l'influence probable de plusieurs événements qui ont marqué les actualités culturelles et politiques nationales¹, les questions relatives à la place des enfants d'immigrés dans notre pays se sont enrichies d'une entrée qui, sans être nouvelle comme nous allons le voir, prend une place considérable dans diverses opérations liées à la politique de la ville : la mémoire de l'immigration (ou la mémoire des immigrés) et sa valorisation culturelle². Mon objectif dans cet article est de restituer un peu de la profondeur chronologique de la question du traitement culturel et artistique de la mémoire collective des immigrés, de donner quelques éléments sur la place de la région Rhône-Alpes dans cette histoire, et enfin de signaler des éléments de problématique dont j'espère que les professionnels de l'action culturelle et de la politique de la ville pourront faire leurs fruits³.

1. Mémoires et action culturelle : une relation déjà ancienne.

On peut évoquer en introduction deux expériences, deux personnages emblématiques de la problématique que nous allons aborder :

- Le travail de Jean Hurstel dans le bassin minier lorrain à partir de 1978 : Hurstel réalise avec son équipe de maison des cultures frontières de Freming Merlebach, des enquêtes systématiques auprès des familles afin de recueillir des photos de famille de mineurs dans les 26 communes, les photos déclenchant la mémoire, ensuite les récits, les récits débouchant sur l'écriture et la représentation de « photodrames » qui seront ensuite présentés dans chaque commune⁴.
- L'écriture collective engagée par Armand Gatti au milieu des années 70, avec les « exclus de la culture officielle » dans les prisons, les quartiers « délaissés » des grandes villes, les émigrés (qui ne sont pas encore « immigrés »). Il s'agit pour Gatti de donner la parole à des gens qui ne l'ont pas, mais aussi de faire reconnaître publiquement « la culture qu'il portent en eux », qui n'est pas réduite à être « leur » culture : ce qui compte est d'inscrire ces parcours de vie dans l'histoire du monde⁵. A l'Archéoptérix, à Toulouse, dans les années 80, il monte un atelier avec une association travaillant à l'insertion sociale. Il accueille des jeunes gens de 18 à 25 ans venant des quartiers périphériques, des ex taulard, etc. Je cite : « Ces gens on les réunit, on leur dit : voila, votre seule dignité, c'est l'écriture. Vous allez essayer d'exister à partir de l'écriture. (...). Au début l'écriture se fait tout en phonétique. C'est à peu près incompréhensible. Et puis, peu à peu, ils commencent à prendre leur texte en

¹ La création de la CNHI, le retour du refoulé de la mémoire...

² En 1994 s'était tenu à Roubaix, aux archives du monde du Travail, un colloque placé sous la présidence de Jacques Toubon, alors ministre de la Culture, intitulé *Culture et lien social*, dans lequel il y avait un atelier « Lien social, mémoire collective et interculturalité » dont j'avais assuré la coordination, auprès de Jean Métrol. C'est dire que le thème n'est pas nouveau dans les milieux culturels puisque, à cette occasion, plusieurs opérations traitant de la mémoire de l'immigration avaient été présentées par des représentants de théâtres ou divers autres équipements culturels. A ma connaissance aucun compte rendu de ces journées n'a été réalisé.

³ Ce texte est la version remaniée d'une communication faite à l'occasion de la journée d'étude nationale *La valorisation culturelle des mémoires d'immigration : un enjeu social et historique*, organisée par la CNHI et Aralis dans le cadre du programme Traces 2005.

⁴ « Le Big Bang culturel », *Passerelles.org*

⁵ *Cultures périphériques*, Centre Georges Pompidou, 1985.

charge et, comme il y a une échéance (...), il ne s'agit pas d'aller jouer les minables. C'est une motivation simple » (p 92).

Chez Gatti, comme chez Hurstel probablement, écriture collective pour l'un, travail sur la mémoire pour l'autre, s'inscrivent dans une démarche politique et poétique qui vise l'autonomie de l'individu et non le renvoi à une culture d'origine plus ou moins mythifiée. La mémoire est comprise comme un lien de l'individu avec son histoire qu'il s'agit de réhabiliter pour l'aider à construire sa place dans la société. On sollicite la biographie des personnes afin de reconstruire les trajectoires individuelles des « oubliés de l'histoire », pour qu'elles accèdent au même statut de légitimité que les trajectoires de vie de n'importe quelle autre personne. Le travail d'écriture de Gatti inclut trois temps qu'il résume ainsi : « Qui suis-je ? De quoi je veux parler ? A qui je m'adresse⁶ ? ». C'est un long travail qui dépasse les quelques heures qui peuvent être consacrées à un simple recueil de souvenirs. « La connaissance de soi, c'est indispensable, il faut revendiquer qui vous êtes, ce que vous avez fait, s'accepter tel que vous êtes »⁷. C'est en définitive un effort solitaire, long, difficile, qui implique une rupture avec les automatismes et les routines de la vie quotidienne. On regarde sa vie devant soi, avec les échecs, les humiliations. En la mettant sur papier on prend le risque de l'exposer, de « passer aux aveux » comme le lui a dit un jour un participant des ateliers. De ces textes témoignages, Gatti construit une pièce qui sera une œuvre, un spectacle qui sera joué d'abord pour eux, pour ceux qui ont écrit. Par le spectacle, les histoires individuelles se croisent, elles font masse et deviennent une histoire collective, elles accèdent à la parole publique, mais restent sous la responsabilité de l'artiste : il n'y a aucune démagogie dans le travail de Gatti. La scène métamorphose les histoires individuelles en drame social, elle les fait accéder à l'histoire collective.

C'est aussi ce que nous avons pu voir dans le spectacle donné en 2000, *Le silence des braves* de Abdou el Aïdi, présenté au cours de la première version de Traces. Des hommes, d'anciens ouvriers algériens, racontaient leur histoire, accompagnés par un enfant et un comédien professionnel. A travers le périple depuis Marseille, dans les usines ou le camion que conduisait l'un d'eux, dans les silences et les incompréhensions avec leurs enfants, c'était bien l'histoire de tous ces migrants venus d'Algérie, Arabes ou Kabyles, qui était racontée. Les histoires individuelles prenaient un relief nouveau, probablement inattendu pour eux-mêmes et pour ceux qui les connaissaient. Le long travail de remémoration, l'anamnèse, permettait de construire une mémoire collective structurée par le récit théâtral ; les hommes qui avaient vécu et raconté ces histoires, les rejouaient et à travers le jeu ils se donnaient la possibilité de mettre à distance leur passé, de le regarder comme nous mêmes, spectateurs, le regardions. Face à eux, dans la salle, il y avait les familles, les enfants, les voisins, les amis qui recevaient ces histoires. Pour certains d'entre eux, ils entendaient l'histoire de leur parent pour la première fois.

Ce qui relie ces spectacles, de Gatti aux *Chibanis* de Traces n° 1⁸, c'est l'objectif d'inscrire l'immigration dans l'histoire collective. La vie des ouvriers immigrés était une vie difficile : éloignement de la famille, isolement, dureté des conditions de travail, économies draconiennes pour envoyer de l'argent au pays, racisme. Il ne s'agissait pas de recueillir des « traditions » plus ou moins exotiques mais de rétablir des individus dans une histoire qui sortait juste, à la fin des années 90, de longues décennies d'illégitimité médiatique.

2- La construction d'une légitimité sociale par la mémoire

⁶ *Itinéraires, Culture, insertion, jeunes*, Ministère de la culture, juillet 1990, p 35.

⁷ Id, p 36

⁸ On trouvera un compte rendu de cette opération Traces 2000 dans *Collectif*, 2000 (voir bibliographie)

Cette légitimation par le recueil de témoignages, par la parole donnée aux « anonymes » s'organise, me semble-t-il, autour de :

- **Contribuer à construire une histoire culturelle de l'immigration.** Cette dernière a eu du mal à être reconnue dans le paysage scientifique et culturel français ; en 1988 Yves Lequin, alors professeur d'histoire contemporaine à Lyon 2, dirige la première *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*. Le sommaire est très instructif : elle s'arrête en 1945, la période contemporaine n'étant introduite que par une « postface ». Ce sont des sociologues qui vont les premiers s'intéresser à l'histoire de l'immigration, tels Gérard Noiriel qui publie la même année un ouvrage qui fera date, *Le creuset français*. Noiriel, l'un des tout premier, ose dire ce qui est à l'époque un tabou : « La République s'est construite sur le refoulement (...) de l'immigration alors même que l'immigration a été constitutive de la société française depuis le début du XIXe siècle »⁹. Aujourd'hui l'histoire de l'immigration est un chantier bien engagé, et on peut saluer en Rhône-Alpes le travail pionnier de Philippe Videlier dès le milieu des années 80¹⁰. Cependant, elle manque encore de cadres sur des points essentiels, comme les liens à faire entre immigration et colonisation. L'historien Pascal Blanchard le rappelle souvent : la France, qui édifie son musée de l'histoire de l'immigration, n'a toujours pas de lieu muséographique consacré à la colonisation, cas semble-t-il unique parmi les ex puissances coloniales. L'histoire de l'immigration étant mal assumée par la collectivité nationale, l'expression des mémoires, qui sont par définition singulières, prend une place peut-être un peu grande, après une trop longue phase de silence. La question qui se pose alors est une confusion fréquente entre la mémoire comme pratique sociale et la mémoire comme témoignage pour l'histoire. Nous y reviendrons.
- **Affirmer la présence des immigrés en tant qu'immigrés, et pas seulement comme ouvriers, au sein de la société française.** L'immigration a sa place dans l'histoire de la France, mais elle a aussi une histoire propre. J'insisterai sur deux points : 1- Travailler sur l'histoire de l'immigration, c'est identifier des filières complexes. Abdelmalek Sayad (1999) insistait souvent sur le fait que nombre d'immigrés algériens étaient doublement immigrés : immigrés dans un autre pays, mais aussi des ruraux qui devaient s'adapter à la vie en ville, considérée souvent, dans les années 50-60, comme synonyme de luxure pour ces musulmans pratiquant un islam imprégné de croyances populaires. On oublie aussi souvent que les histoires migratoires ne mettent pas face à face deux pays : les événements récents à la frontière espagnole¹¹, ou à Sangatte¹² nous le rappellent. Le migrant circule, il se déplace de pays en pays, de région en région avant de se fixer. Il participe à une « mondialisation par le bas » (Tarrow, 2002) dont on néglige trop souvent l'impact économique et social sur nos sociétés. 2- Les sociologues ont longtemps négligé la question migratoire. Jusque dans les années 90, a dominé un point de vue ouvrieriste qui effaçait la spécificité de

⁹ Conférence du 14 janvier 2005 à l'Université populaire et citoyenne de Roubaix. Rapportés dans *Les cahiers de l'UPC*, 1, Roubaix, mai 2005.

¹⁰ En 1989 il dirigea un numéro de la revue *Le Monde alpin et rhodanien* sur le thème « Migrations », 3^{ème}-4^{ème} trimestre, dans lequel plusieurs articles traitaient des migrations contemporaines dans la région Rhône-Alpes.

¹¹ La presse s'est fait régulièrement l'écho, pendant l'automne 2005, des drames survenus aux frontières entre les enclaves espagnoles et le Maroc, et plus largement des périples entre le Sahel et l'Europe au cours desquels des dizaines de jeunes gens trouvent la mort chaque année.

¹² A Sangatte, à proximité de Calais, le camp de transit a été fermé en 2003 par le gouvernement français sans pour autant régler le problème de l'afflux des réfugiés, venus souvent d'Asie centrale ou du Proche Orient, voulant se rendre en Angleterre.

l'immigration (à ce point, les travaux de Michel Verret¹³, spécialiste incontesté de la culture ouvrière, ont quelque chose de presque caricatural : les immigrés n'y sont évoqués qu'en tant que participants au monde ouvrier). Quand Olivier Schwartz travaille sur la culture ouvrière dans le Nord, quand Michel de Certeau tente de décrire la « culture ordinaire », ce sont les ouvriers « en général » qui sont évoqués. Les « travailleurs immigrés », pourtant nombreux dans les mines du bassin minier du Nord Pas de Calais ou parmi les ouvriers de la métallurgie qui pratiquaient l'art de la « perruque »¹⁴ sont invisibles. Il me semble –mais peut-être est ce que je me trompe-, que les artistes ont précédé les chercheurs sur cette question. Nous avons évoqué Armand Gatti, on pourrait aussi citer en Rhône-Alpes le travail pionnier de la compagnie Traction Avant à Vénissieux, créée par Marcel Notargiacomo en 1984 et qui est contemporaine des premiers travaux sociologiques de l'ARIESE sur Vénissieux.

- **Aujourd'hui, par un étonnant retour de manivelle, les immigrés ne sont plus ouvriers.** On est passé d'un extrême à l'autre en deux décennies, c'est-à-dire bien moins qu'une vie de travail. Le monde ouvrier, la culture ouvrière sont devenues invisibles (sauf pour en parler au passé et de manière quasi patrimoniale : mythification des mineurs dans le Pas de Calais¹⁵, emblématisation des jardins ouvriers, idéalisation des canuts à Lyon etc.). Au point que Stéphane Beaud et Michel Pialoux passaient pour des quasi révolutionnaires quand ils rappelaient dans *Violences urbaines, violences sociales*, en 2003, ce qui aurait passé pour un truisme une ou deux décennies plus tôt : les difficultés sociales des habitants des banlieues, et particulièrement celles des enfants d'immigrés, doivent être analysées au regard de la place du monde ouvrier dans notre société. Il subit depuis une vingtaine d'années une longue délégitimation, qui n'est pourtant pas synonyme de disparition puisque près de 25% des actifs sont encore considérés comme ouvriers en France¹⁶, et parmi eux beaucoup d'immigrés originaires d'Afrique du nord ou du Sahel. D'un point de vue sociologique le problème de leur place légitime dans la société est donc double pour les jeunes de banlieues : ils appartiennent encore, même nés en France, à un monde de l'immigration dont l'histoire est tue, voire niée ; et ils appartiennent à des catégories sociales qui n'ont plus les repères idéologiques et sociaux des décennies passées. On le voit dans nombre de récits de mémoire masculins, quand le cadre de l'enquête s'y prête : le monde du travail est très présent dans *le Silence des braves*. Ces anciens ouvriers évoquent la vie à l'usine, le rapport aux collègues, la mémoire du travail, mémoire des gestes, mémoire des techniques et des termes techniques. La mémoire de l'immigration, c'est aussi la mémoire de l'immigré ouvrier, l'expression d'une identité sociale construite dans le travail à l'usine, face au racisme qui bloquait souvent les promotions suivant une échelle ethnique des responsabilités qui, à ma connaissance, a été rarement décrite par les sociologues et anthropologues du travail.

¹³ Par exemple : *Chevilles ouvrières*, Les éditions de l'atelier, 1995. Ce recueil d'articles, qui s'étalent sur une quinzaine d'années, est assez représentatif de la variété des intérêts du sociologue du mouvement ouvrier et de la culture ouvrière.

¹⁴ L'art de la perruque, qui a fait l'objet de pages fameuses de Michel de Certeau, consistait à prélever une partie des matières premières (chutes...) dans les ateliers et de les usiner pour son propre compte.

¹⁵ La place des immigrés nord-africains dans les mines a longtemps été méconnue. Le Centre historique minier de Lewarde a consacré la première exposition d'envergure sur le sujet en 2004, permettant de réévaluer la place des différentes immigrations dans l'industrie extractive. La question du racisme au fond –où, suivant le mythe bien installé, « tous sont noirs »- a encore du mal à être évoquée. On remarquera aussi la très faible présence des Nord-africains parmi les bénévoles qui animent la plupart des musées de la mine de la région, alors qu'ils étaient majoritaire au fonds dans les années 70 et 80.

¹⁶ Enquête Emploi 2003 de l'INSEE.

- **Restituer aux personnes leur dignité d'acteurs est très souvent l'argument avancé en premier dans la mise en œuvre des projets culturels de mémoire.** A ce titre, le film de Yamina Benguigui, *Mémoire d'immigrés*, a eu un impact probablement essentiel. C'est, par exemple, à la suite de sa projection au Musée Dauphinois qu'il a été décidé, en collaboration entre l'équipe du musée et l'association ALIF (Amitiés et liens France-Maghreb), de développer des manifestations sur la mémoire de l'immigration algérienne à Grenoble, autour d'une exposition en 2000 intitulée *Pour que la vie continue* (Collectif, 2000 : 53). La culture et l'art sont considérés comme « libérateurs », ils doivent permettre à chacun d'être le « porteur de sa propre parole » pour reprendre les mots de Gatti ; il s'agit, pour y parvenir, de dire son histoire puis de l'écrire, enfin de la présenter au public ; et du croisement des histoires individuelles, racontées parfois de manière collective, naissent en même temps une mémoire commune et un spectacle possible. C'est aussi la démarche de la compagnie de théâtre le Lézard Dramatique à Vaulx-en-Velin : sous le pilotage du poète Roger Dextre, des femmes ont écrit leur ville, leurs souvenirs, qui ont été ensuite mis en commun. Ce travail de réhabilitation symbolique est douloureux : « C'est chaque fois comme une mise à nu » (Collectif, 2000 : 108) ; raconter l'arrivée à Marseille et les conditions de logement, en voisinage avec les rats, n'est pas chose facile (id : 109). Mais il permet des face à face qui rendent aux itinéraires personnels toutes leurs profondeurs et leurs singularités. Ainsi, lors de l'atelier d'écriture, Roger Dextre voit-il l'étonnement réciproque d'une ancienne habitante d'un immeuble démolì qui « fait un détour plutôt que de passer par là où il n'y a plus rien » (id : 109) et d'un jeune homme, le fils d'une amie de cette habitante, qui se félicite de cette démolition. Cet accent mis sur les individus, travailleurs immigrés, femmes, ouvriers, enfants, on le voit particulièrement bien dans les nombreux travaux photographiques qui sont réalisés dans les années 90, par exemple à Echirolles par Maryvonne Arnaud en 1995-96 ou par Michel Gasarian entre 91 et 93.

3- L'évolution « loco-culturaliste » des projets mémoriels

Revenons à Gatti. Chez Gatti, on n'est pas dans la reconstruction culturelle des origines mais dans un discours politique et artistique : l'immigré est un ouvrier, un exploité du colonialisme ou du capitalisme en même temps qu'il appartient à une communauté culturelle. Il est aussi le représentant d'une culture « populaire » dont on avait du mal à définir les contours et le contenu, entre le matérialisme historique finissant et le patrimoine ethnologique naissant¹⁷. C'est l'époque où l'on s'interrogeait sur « l'autonomie symbolique » des cultures populaires : Michel de Certeau tentait de comprendre la culture « ordinaire » des ouvriers, faite de « bricolages », d'un « art de la ruse », de « détournements » des objets et des significations des œuvres de la « haute culture » ; Bourdieu de son côté voyait surtout dans les cultures populaires des phénomènes d'aliénation, des pratiques et des habitus placés sous le signe de la domination¹⁸.

Dans une étude réalisée en 2002-2003 pour le compte du programme de recherche interministériel *Cultures, villes, dynamiques sociales*, Jean-Barthélémi Debost a analysé un corpus de 196 actions culturelles prenant l'histoire ou la mémoire comme ressource. Au début des années 90 ces actions sont portées par des dispositifs nationaux : Un été au ciné du CNC, Patrimoine et Insertion du ministère de la Culture et du ministère de l'Emploi et de la

¹⁷ En 1980 est créé la mission du Patrimoine ethnologique au ministère de la culture. L'un de ses premiers thèmes de recherche portera sur l'anthropologie urbaine, dont les questions de l'ethnicité et des migrations. En revanche la notion de culture populaire n'aura jamais bonne presse chez les ethnologues en général pour des raisons que je n'ai jamais bien comprises.

¹⁸ On lira la mise au point de Jean-Claude Passeron sur le sujet (Grignon, Passeron, 1989)

Formation etc. Suit une période de baisse sensible du nombre d'opérations, puis une remontée à partir des années 97/98, à la suite probablement (c'est son hypothèse, mais je suis très enclin à la partager) du succès inattendu du film de Yamina Benguigui et de quelques autres, dont le *Gone du Chaaba* tiré du livre éponyme d'Azouz Begag. Ces opérations, à l'inverse des précédentes, sont plutôt le fait d'initiatives locales, et elles vont aller en grandissant en nombre année après année. « L'action de mémoire apparaît comme extrêmement séduisante. Elle apparaît pour les porteurs de projets comme une attention particulière portée aux habitants. Elle participe au registre de l'émotion ou de la mise à jour du on dit. Elle apparaît également simple à monter » (Debost, 2003 : 60). Nombre d'établissements scolaires, d'associations locales ou de centre sociaux vont se mettre sur les rangs, alors que les services municipaux (bibliothèques, missions à la ville, archives municipales...) se mobilisent largement et que les artistes sont deux fois plus souvent sollicités qu'historiens et ethnologues. L'idée générale de ces opérations est de construire une relation active entre le passé et le présent, d'utiliser le spectacle, l'exposition ou l'atelier d'écriture pour favoriser la prise de parole des habitants. Trois régions sont particulièrement concernées : Ile de France (25%), Nord Pas-de-Calais (20%) et Rhône-Alpes (12%). L'examen des fiches rassemblées par l'auteur montre la récurrence de quelques thèmes : la mémoire et l'histoire du quartier, ce dernier étant généralement envisagé dans son lien à la ville ; l'identité collective, les « racines » ; le lien entre les générations. Ce qui est frappant, c'est le faible nombre de références directes à l'immigration dans les intitulés ou les objectifs annoncés, alors que la lecture du contenu des fiches montre qu'à l'évidence c'est l'une des préoccupations majeures des responsables des projets. Les termes de « citoyenneté » et « d'intégration » reviennent relativement souvent. Autre quasi absence significative, celle de la mémoire du travail. En quoi ces opérations sont-elles « loco-culturalistes » alors que les thèmes culturels ou ethniques semblent peu présents ? Il ne s'agit pas de dire que les opérations mémorielles renvoient les personnes à leurs cultures d'origine, qu'elles contribuent à les enfermer dans une histoire ou une tradition « ethnique » ou communautaire. Les intitulés et les attendus des projets sont clairs sur ce point. Tous ou quasiment tous évoquent l'ouverture sur la ville, ils sont fondés sur un précepte qu'ont pourrait presque qualifier de « socratique » : « connais toi toi-même pour t'ouvrir aux autres », « connais ta mémoire et ton histoire pour t'approprier celle de ton pays ». Ce qui est insidieusement culturaliste dans cette approche, c'est que par le truchement du local on renferme encore les individus sur un groupe résidentiel, et que compte tenu des comportements démographiques des habitants de ces quartiers, les frontières spatiales viennent approximativement se substituer aux frontières ethniques ou communautaires¹⁹. On renforce la place du quartier dans la construction des identités sociales au détriment de ce que pourraient être des mémoires du travail, des usages de la ville, des réseaux etc. Bien souvent, la culture ou la mémoire du quartier se résumant à la culture ou la mémoire de telles ou telles communautés qui y habitent. D'une certaine façon, le quartier prend la place de la communauté, la « culture de quartier » s'inscrit dans une relation homothétique à la culture « d'origine » pensée sur un registre plus mythique que pragmatique : la mémoire locale permet ainsi de passer de la culture (« d'origine ») au quartier (où l'on vit).

4- Conclusions : quelques enjeux importants des mémoires de l'immigration et les limites de l'action mémorielle

¹⁹ On retrouve là une problématique qui a été décrite souvent dans certains quartiers délaissés par les classes moyennes des grandes villes américaines. Sous couvert de respecter les spécificités culturelles des habitants, ce sont des zones de « tiers mondialisées » qui se développent au cœur même des cités (par exemple, sur Philadelphie, Koptiuch, 1999.)

- La manière dont on traite les questions mémorielles en général, et leur réalisation culturelle en particulier, est très liée au contexte social, politique et idéologique ambiant. Selon les périodes, les mêmes événements ne seront pas racontés de la même manière ; la mémoire est un récit qui prend son inspiration dans les choses vues ou vécues, mais qui s'inscrit toujours dans les contextes de l'énonciation. La mémoire n'est pas l'histoire, même si elle peut la nourrir après un traitement scientifique approprié. C'est pourquoi ces opérations culturelles nous parlent tout autant des immigrés et de leur passé que de la société en général. Par exemple, lorsque le ministère de la Culture s'était intéressé aux « quartiers » dans les années 93-94, l'accent avait été mis sur la connaissance du patrimoine. Les approches mémorielles, particulièrement celles de l'immigration, étaient peu nombreuses mais plusieurs projets de l'opération Patrimoine et quartiers portaient sur l'archéologie. Aujourd'hui que ce sont les élus locaux qui sont les principaux bailleurs de fonds, les problématiques urbaines priment et nombre d'opérations visent à réinscrire les quartiers périphériques dans l'ensemble urbain. A travers la mémoire, l'immigration semble finalement rarement traitée pour elle-même, comme un fait social, historique et culturel à part entière (ce qui n'empêche pas bien sûr des exceptions, comme les expositions qui sont désormais organisées tous les deux ans au musée dauphinois de Grenoble, ou de nombreuses actions organisées cette année dans le cadre de Traces 2005). Souvent encore, elle est perçue depuis un point de vue particulier et extérieur.
- Ces opérations culturelles et mémorielles ont pris une dimension de plus en plus proche d'une « thérapie sociale » comme on le perçoit dans le vocabulaire employé dans les projets : derrière les notions d'identité et de territoires, l'enjeu est de « retisser du lien » urbanistique, social et culturel entre les quartiers de la ville. D'une certaine manière c'est une vieille histoire puisque déjà les pionniers du travail culturel de la mémoire avaient en tête cette préoccupation. La mémoire apparaît ici comme un prétexte à une action sociale et urbaine plus large. On fait de la mémoire comme on ferait de l'animation socio culturelle ou du sport. Or les questions mémorielles ont une forte dimension symbolique, les prendre comme de simples instruments de politiques urbaines ou sociales ne risque-t-il pas de conduire à des malentendus, à des déceptions si les actions ne sont pas suivies par une véritable reconnaissance publiques, finalement à conduire à l'effet inverse de celui recherché ?
- De manière plus ou moins sensible, l'évolution des projets est le symptôme d'une transformation radicale de notre conception d'un monde commun, selon l'expression de Hanna Arendt. Naguère, la société française était organisée en groupes sociaux (qu'on pouvait nommer classes si l'on était marxiste), liés entre eux par des rapports économiques, sociaux mais aussi politiques à travers les partis politiques, culturels à travers les représentations sociales. Ces groupes avaient certes leurs « cultures », leurs mémoires collectives et leurs histoires, les habitus étaient déterminés par la place de chacun dans la société et nos représentations de l'autre étaient plus fondées sur ces rapports sociaux que sur son origine ethnique ou culturelle²⁰. Depuis quelques années, l'évolution des projets marque un tournant : si la question de la différence culturelle n'est que rarement explicitée, en revanche leur lecture et l'observation de terrain montrent bien que le mot « quartier » est devenu un euphémisme pour dire la différence ethnique et culturelle. Ce que nous voyons, c'est la transformation des

²⁰ Ce qui, bien sûr, n'interdisait pas le racisme : il n'est pas certain que le monde plus pacifié en apparence des Trente Glorieuses ait été moins discriminatoire envers les étrangers venus d'Afrique ou du Maghreb. Mon expérience personnelle des chantiers du bâtiment à la fin des années 70 m'incite à être prudent face aux opinions très arrêtées sur la montée du racisme. Le racisme ne se limite pas à son expression publique ou dans des sondages.

questions sociales en questions culturelles. Il est symptomatique de la généralisation d'une approche culturelle des phénomènes sociaux que des opérations de même nature existent un peu partout en Europe.

- Mais dans le même temps, il faut aussi reconnaître que ces opérations mémorielles, en renforçant l'intérêt de la collectivité pour le local, en portant le regard sur les quartiers, parfois sur la rue ou l'immeuble, contribuent aussi à redistribuer les cartes de la démocratie locale en donnant accès à l'espace public à des populations qui s'en sentaient souvent exclues. Ces opérations peuvent alors être des tremplins pour accéder à d'autres statuts sociaux, à de nouvelles formes de légitimité qui se renégocient sur la base de la reconnaissance des mémoires collectives respectives. On devine là qu'émerge autre chose : notre capacité collective, ainsi que la volonté du monde politique, à reconnaître la dimension politique du micro local ; notre aptitude ensuite à lui donner les outils adéquats pour s'affirmer.

Références bibliographiques

- Beaud, S., Pialoux, M., 2003, *Violences urbaines, violences sociales*, Fayard
- Les cahiers de l'UPC*, 1, Roubaix, mai 2005
- de Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Gallimard.
- Collectif, 2000, *Villes, patrimoines, mémoires. Action culturelle et patrimoines urbaines en Rhône-Alpes*, Lyon, La passe du vent.
- Collectif, 2004, *Tous gueules noires. Histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord Pas-de-Calais*, Lewarde, Centre historique minier du Nord Pas-de-Calais.
- Cultures périphériques*, 1985, Centre Georges Pompidou.
- Debost, J.M., 2003, *Répertoire analytique des actions de terrain travaillant l'histoire et/ou la mémoire de populations et/ou de territoires*, Association Entre deux, Programme de recherche interministériel Cultures, villes, dynamiques sociales.
- Itinéraires, Culture, insertion, jeunes*, Ministère de la culture, juillet 1990, p 35.
- Grignon, C., Passeron, J.C., 1989, *Le Savant et le populaire. Populisme et misérabilisme en sociologie et en littérature*, Gallimard/Le Seuil.
- Koptiuch, K., 1999, « Third-worlding at home » in Gupta, A., Fergusson, J., (ed), *Culture, Power, Place. Explorations in Critical Anthropology*, London, Durham, Duke University Press, p234-248.
- Lequin. Y., Goubert, P., 1988, *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Larousse.
- Le Monde alpin et rhodanien*, 1989, « Migrations », 3^{ème}-4^{ème} trimestre.
- Noiriel, G., 1988, *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècle*, Le Seuil
- Sayad, A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Le Seuil.
- Tarrius, A., 2002, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland.
- Schwartz, O., 1990, *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.
- Verret, M., 1995, *Chevilles ouvrières*, Les éditions de l'atelier.

Michel Rautenberg
Clersé/Université des sciences et technologies de Lille